

- 1° De déclarer les salariés mentionnés au 3° de l'article [L. 133-5-6 du code de la sécurité sociale](#) ;
- 2° De déclarer les stagiaires aides familiaux placés au pair mentionnés au 6° de l'article [L. 133-5-6](#) du même code ;
- 3° De déclarer les accueillants familiaux mentionnés à l'article [L. 441-1](#) du code de l'action sociale et des familles.
- B.-Le titre spécial de paiement permet d'acquitter tout ou partie du montant :
- 1° De la rémunération et des cotisations et contributions sociales afférentes des salariés occupant des emplois entrant dans le champ des services à la personne mentionnés à l'article [L. 7231-1](#), des assistants maternels agréés en application de l'article [L. 421-1](#) du code de l'action sociale et des familles ;
- 2° Des prestations de services fournies par les organismes agréés ou déclarés au titre des articles [L. 7232-1](#) et [L. 7232-1-1](#) ;
- 3° Dans les conditions et limites fixées par décret, des prestations de services fournies par les organismes et établissements spécialisés mentionnés à l'article [L. 1271-10](#) ;
- 4° Des prestations de services fournies par les organismes ou personnes mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article [L. 2324-1](#) du code de la santé publique ;
- 5° Des prestations de services fournies par les organismes ou les personnes organisant un accueil sans hébergement prévu au même article [L. 2324-1](#) ;
- 6° Des prestations de services fournies par les personnes organisant un accueil des enfants scolarisés en école maternelle ou élémentaire limité aux heures qui précèdent ou suivent la classe ;
- 7° Des prestations d'aide à domicile délivrées à ses ascendants bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie par des salariés ou des organismes de services à la personne ;
- 8° Des prestations de transport de voyageurs par taxi financées par les prestations sociales destinées spécifiquement aux personnes âgées ou à mobilité réduite ;
- 9° Des contreparties financières définies à l'article [L. 442-1](#) du code de l'action sociale et des familles.

**service-public.fr**

- > Particulier employeur : contrat de travail du salarié à domicile : Définition et mise en œuvre du CESU (L1271-1 à L1271-3), rémunération (L1271-4 et L1271-6)
- > Cesu déclaratif ou Cesu préfinancé : quelles différences ? : Utilisation du Cesu préfinancé, définition et mise en œuvre du CESU (L1271-1 à L1271-3), rémunération (L1271-4 et L1271-6)
- > Paye du salarié à domicile employé par un particulier : Indemnisation des congés payés dans le cadre du Cesu (principe)
- > Accueil familial d'une personne âgée et/ou handicapée (accueillant familial) : Utilisation du chèque emploi service universel (Cesu) pour déclarer l'accueillant familial (articles L1271-1 à L1271-2)
- > Un particulier employeur peut-il payer son salarié avec un Cesu préfinancé ? : Utilisation du Cesu préfinancé
- > Particulier employeur : à quoi sert le Cesu déclaratif et comment y adhérer ? : Définition et mise en œuvre du CESU (L1271-1 à L1271-3), rémunération (L1271-4 et L1271-6)

**Dictionnaire du Droit privé**

- > Chèque emploi-service

L. 1271-4

LOI n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 27 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour les salariés dont le nombre d'heures de travail effectuées n'excède pas un seuil fixé par décret, la rémunération portée sur le chèque emploi-service universel inclut une indemnité compensatrice de congés payés dont le montant est égal à un dixième de la rémunération brute. Pour l'appréciation des conditions d'ouverture de droits aux prestations sociales, le temps d'emploi effectif indiqué sur la déclaration est majoré à due proportion. Le présent alinéa est applicable également au-delà du seuil précité en cas d'accord entre l'employeur et le salarié.

Le chèque emploi-service universel ne peut être utilisé pour la rémunération directe ou le paiement de prestations réalisées par des salariés qui consacrent tout ou partie de leur temps de travail à une activité contribuant à l'exercice de la profession de leur employeur ou de l'acheteur des prestations, et pour le compte de celui-ci.

**Dictionnaire du Droit privé**